



# GESTION PUBLIQUE

## La veille internationale en brèves

N° 64 – décembre 2015 / janvier 2016

### Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

## Note réactive du mois

### N° 79 – Russie

de la *Glaspnost* à l'*Open Government*, les progrès réalisés en matière de transparence



Malgré son apparent manque d'ouverture, la Russie s'engage résolument dans la révolution de l'Open data. Selon Ivan Betgin, directeur de l'ONG Infoculture, « Un processus important et puissant d'ouverture générale des données est en marche ». Le baromètre Open data classe d'ailleurs la Russie 26<sup>e</sup> sur 86 États, devant la Belgique, le Portugal et l'Irlande. En outre, Moscou a accueilli, les 10 et 11 décembre 2015, le premier sommet national pour les données ouvertes.

[en savoir plus](#)

## Actualité de la gestion publique

### 1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

#### Banque mondiale



En collaboration avec le FMI, l'agence des Nations unies a lancé TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool), un **outil de diagnostic** qui doit permettre aux nations **d'évaluer la performance** de leur administration fiscale. Il **analyse plusieurs facteurs** dont la transparence, le pourcentage des impôts ou taxes payés dans les délais et l'existence d'un **système indépendant** de règlement des différends. Selon ses concepteurs, il peut aider les pays à **identifier des réformes concrètes** et à mesurer les progrès accomplis. Deux pays à niveau de revenus opposé – la Norvège et la Zambie – ont été les premiers à tester l'outil. Quinze autres pays se sont déjà portés candidats pour le mettre en place.

[en savoir plus](#)

jfa

#### Australie



Alors que l'économie du pays connaît un ralentissement, le secteur public australien est toujours celui qui **dépense le plus au monde en matière de consultants et prestataires externes** (devant le Royaume-Uni et les États-Unis). Le montant total est de 60 milliards de dollars australiens (soit **20 % de plus** que l'année précédente), ce qui représente près de 14 % des dépenses de l'État. Plusieurs associations de contribuables mais aussi les syndicats **ont alerté sur cette progression** qu'ils considèrent comme une dérive, compte tenu du fait que les emplois publics sont en constante diminution (- 8,5 % en cinq ans). 3 050 consultants de haut niveau seraient actuellement en poste, dont 420 au sein de l'Administration fédérale.

[en savoir plus](#)

jfa

### Géorgie



L'Union européenne mobilise 100 millions d'euros pour **soutenir les réformes et le développement économique** dans la république caucasienne. Le 27 novembre, Johannes Hahn, ambassadeur de l'Union à Tbilissi, a présenté cette aide qui permet de prendre en charge les réformes liées à l'**accord d'association** entre le pays et l'Union européenne signé le 27 juin 2014. En matière d'administration publique, elle contribuera à **moderniser la fonction publique** conformément aux principes européens, à améliorer l'accès à des **services publics de meilleure qualité** dans l'ensemble du pays et à soutenir la réforme de l'administration locale, notamment la **décentralisation des compétences**.

[en savoir plus](#)

jfa

### Norvège



Un comité a été nommé par le gouvernement pour **évaluer la composante « capitaux propres »** (majoritaire depuis 2007) du fonds souverain. Composé d'experts en économie et en finances publiques, il est présidé par le professeur Knut Anton Mork et devra analyser le **risque relatif à la stratégie d'investissement** du fonds. Son rapport est attendu pour le 15 octobre 2016. Selon Siv Jensen, ministre des Finances, « faire le choix de la composante capitaux propres a été la décision la plus importante en termes de risque et de rendement attendu du fonds sur le long terme ». Avec plus de 800 milliards d'euros, le fonds représente aujourd'hui **plus de deux fois et demi** le PIB de l'économie nationale.

[en savoir plus](#)

jfa

## 2 - Organisation et mise en œuvre du service public

### Estonie



Après une enquête approfondie, la Commission européenne a conclu que les **mesures d'aide publique** allouées à la compagnie aérienne nationale Estonian Air lui ont donné un **avantage indu sur ses concurrents** en violation des règles relatives aux aides d'État (une seule aide à la restructuration sur une période de dix ans). L'entreprise devra donc **rembourser à l'État** les 85 millions d'euros qu'elle a déjà reçus et ne pourra pas bénéficier des 40 millions supplémentaires promis par le gouvernement. Margrethe Vestager, commissaire en charge de la politique de la concurrence, a déclaré : « Les entreprises doivent se soumettre à la concurrence plutôt que de **compter sur le soutien continu de l'État** pour rester sur le marché ».

[en savoir plus](#)

jfa

### États-Unis



Faisant suite à l'accord signé par 195 pays à Paris, le 12 décembre 2015, dans le cadre de la conférence mondiale sur les changements climatiques, la Maison-Blanche a annoncé une **stratégie public-privé pour les ressources hydrauliques**. Face aux sécheresses persistantes qui s'abattent sur l'ouest du pays, les **agences fédérales** devront tout mettre en œuvre pour contrer les effets du changement climatique sur l'approvisionnement et l'utilisation des ressources en eau et le **secteur privé** sera invité à intensifier la recherche et le développement de solutions efficaces. Les **premières propositions** seront présentées lors de la Journée mondiale de l'eau des Nations unies, le 22 mars 2016.

[en savoir plus](#)

jfa

### Luxembourg



Le Grand-Duché va inaugurer le **service public d'appel d'urgence automatique eCall**, adopté en avril 2015 par le Parlement européen. François Bausch, ministre des Infrastructures et Dan Kersch, ministre de l'Intérieur, en ont présenté les grandes lignes. Ce système, qui équipera tous les véhicules neufs, **établira automatiquement une communication** avec le centre de secours (112) le plus proche en cas d'accident grave. Si les occupants du véhicule ne sont pas en mesure de répondre, plusieurs données (dont la géolocalisation) seront transmises afin de **permettre une intervention rapide**. Des dispositions sur la protection des données **interdisent la surveillance des véhicules** en circulation normale.

[en savoir plus](#)

jfa

### Suisse



Alors que le pays venait de simplifier son système de **redevance pour l'audiovisuel public**, une initiative populaire en **demandant la suppression a été validée** le 13 janvier par le gouvernement fédéral (plus de 100 000 signatures). Le texte **modifiant la Constitution**, qui va être soumis à votation prévoit notamment que l'État n'exploite pas – en temps de paix – ses propres chaînes de radio ou de télévision, qu'il mette régulièrement des concessions aux enchères, qu'il **ne subventionne aucune chaîne** et qu'il puisse payer la diffusion de communiqués officiels urgents. Si elles sont acceptées par la population, les dispositions devraient entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

[en savoir plus](#)

jfa

#### Ukraine



Le pays va mettre en œuvre une **réforme en profondeur de sa fiscalité** avec pour principal objectif de **lutter contre la fraude**. Conseillés par un économiste de la Banque mondiale et ancien ministre des Finances slovaque (Ivan Miklos) dont le pays a effectué la même démarche en 2005, les ministres des Finances Natalie Jaresko et de l'Économie, Aivaras Abromavicius, veulent mettre en place un **taux d'imposition unique**, qui devrait être fixé à 19 ou 20 % (le taux moyen actuel est de 41 %). Selon Miklos, « une assiette fiscale large brise la corruption et favorise la croissance économique ». Les ministres ont également annoncé que cette réforme s'accompagnerait d'une **suppression de 32 % de leurs effectifs**.

[en savoir plus](#)

jfa

### 3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

#### Allemagne



Quelques semaines après la remise à la chancelière du [rapport annuel](#) du Conseil du contrôle des Normes (Normenkontrollrat) qui met l'accent sur les **progrès** que doit encore faire le pays en matière d'administration électronique, la ville-État de Hambourg, précurseur avec une première loi sur la transparence en 2012, lance une nouvelle **initiative de participation de la société civile** à la planification et à l'aménagement urbain. Sur le site [bauleitplanung.hamburg.de](http://bauleitplanung.hamburg.de), les citoyens peuvent consulter l'ensemble des projets initiés par la municipalité et leur état d'avancement, **prendre position ou soumettre des idées** pendant une période déterminée, consulter les réponses apportées par les services en charge de leur réalisation.

[en savoir plus](#)

jfa

#### Canada



Dans son rapport annuel, la commissaire à l'information, Suzanne Legault, attire l'attention sur l'utilisation croissante par les administrations du **caractère de confidentialité**. En 2014, 3 100 demandes d'accès à des documents se sont vu **opposer une réponse négative pour ce motif** (réservé, selon la loi, aux seules délibérations ministérielles par souci de protection), soit une augmentation de 49 % en un an. Elle préconise un aménagement de la loi et, notamment que les **médiateurs puissent avoir accès aux documents classés** afin de vérifier la juste application de la confidentialité. Elle constate également que cette progression « crée un effet négatif d'autocensure, contraire à la transparence ».

[en savoir plus](#)

jfa

#### Pays-Bas



« Le gouvernement estime qu'il n'est actuellement pas souhaitable de prendre des dispositions législatives contre le développement, la disponibilité et **l'utilisation du cryptage (des données)** dans notre pays », a indiqué Ard van der Steur, ministre de la Sécurité et de la Justice. Plusieurs États (dont les États-Unis et le Royaume-Uni) **se sont prononcés pour l'adoption de telles mesures**, à la suite des attentats de 2015. L'exécutif néerlandais est d'avis que **l'accès à des données sécurisées comporte des risques** et le ministre a rappelé que « le cryptage assure le respect de la vie privée et l'intégrité des communications entre les citoyens. Il est **essentiel pour la compétitivité** des entreprises ».

[en savoir plus](#)

jfa

#### Roumanie



Créé en novembre 2015, le **ministère de la Consultation publique et du Dialogue civique** a lancé – sur plusieurs réseaux sociaux – sa **première consultation** afin de demander aux citoyens leur avis sur son organisation et ses missions. Fundatia, une ONG roumaine qui suit les initiatives en matière de gouvernement ouvert, indique qu'il s'agit d'une première dans le pays. Le nouveau ministère se présente sur son [site Internet](#) comme « un organe spécialisé de l'administration publique centrale dans la création et la promotion d'un cadre rigoureux de consultation publique avec la société civile ». Début décembre, un débat public sur le projet de budget 2016 a également été initié.

[en savoir plus](#)

jfa

### 4 - Gestion des ressources humaines

#### Albanie



La Fonction publique a décidé de **soumettre l'ensemble des fonctionnaires à un examen** dès le début de l'année 2016. La mesure a été annoncée par Albana Koçiu, directrice du Département de l'Administration publique. L'objectif visé est de vérifier « **que les connaissances sont à jour et que les agents méritent d'exercer leurs fonctions** ». Les 16 000 employés de l'État vont devoir passer une épreuve écrite puis orale. Le ministère de l'Innovation et de l'Administration publique indique que **ce dispositif est un préalable à la refonte du statut**, prérequis pour le processus d'adhésion à l'Union européenne. La candidature du pays a été officialisée le 27 juin 2014.

[en savoir plus](#)

jfa

<p><b>Espagne</b></p> 	<p>Un <b>protocole d'accord contre la violence au travail</b> dans l'administration générale de l'État a été approuvé en Conseil des ministres le 20 novembre 2015. Il stipule qu'une « <b>tolérance zéro</b> » de la violence contre les employés du secteur public <b>dans l'exercice de leurs fonctions</b> doit être immédiatement appliquée. Le texte donne une <b>définition large de la violence</b>, qui va au-delà de l'agression physique, car il inclut les formes verbales (menaces, intimidations, harcèlement et toute conduite abusive). Chaque ministère doit se doter d'un « <b>plan d'action pour les situations à risque</b> » et en cas d'agression avérée, une aide aux victimes (médicale, psychologique et juridique) doit être apportée immédiatement.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p><b>Irlande</b></p> 	<p>Brendan Howlin, ministre des Dépenses publiques et de la Réforme, a annoncé la publication d'un premier <a href="#">référentiel de gouvernance pour la Fonction publique</a>. Selon Robert Watt, secrétaire général du ministère, « <b>Atteindre l'excellence en matière de gouvernance</b> est l'un des engagements dans le cadre du <b>plan de renouvellement de la fonction publique</b>. Les principes énoncés dans le présent référentiel <b>s'imposent</b> à tous les ministères et services ». Le référentiel définit les <b>éléments clés</b> de la gouvernance que les ministères et les bureaux devront documenter et publier. Il explique comment la Fonction publique prend ses décisions et met en œuvre des <b>politiques transparentes</b> vis-à-vis des citoyens.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p><b>Italie</b></p> 	<p>Le gouvernement a décidé de lutter activement contre <b>la fraude au temps de travail</b> dans le secteur public. Le président du Conseil, Matteo Renzi, a annoncé un décret visant à mettre un terme à ce qu'il qualifie d'« actes intolérables ». Il veut <b>pouvoir licencier sous 48 heures</b> tout agent qui s'est rendu coupable d'avoir laissé un collègue badger à sa place ou qui n'est pas présent sur son lieu de travail alors même qu'il a badgé. Le nouveau texte prévoit également que <b>les supérieurs hiérarchiques puissent être sanctionnés</b> de la même manière pour le motif de « <b>ne pas avoir accordé suffisamment d'attention</b> à cette violation des règles ». En 2013, 219 personnes ont été licenciées sur près de 7 000 fraudes constatées.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p><b>Royaume-Uni</b></p> 	<p>Parmi les nouvelles mesures qui vont entrer en vigueur en avril 2016 dans le cadre du <b>Plan de modernisation de la Fonction publique</b> britannique figure <b>l'encadrement des bonifications</b> attribuées habituellement aux hauts fonctionnaires lorsqu'ils quittent un service de l'Administration mais en rejoignent un autre dans un délai inférieur à un an. Selon le ministère des Finances, cela concernerait potentiellement <b>90 000 cadres dirigeants</b> bénéficiant d'une rémunération annuelle supérieure à 80 000 livres sterling. Greg Hands, secrétaire général du ministère, indique que ces paiements ont déjà coûté <b>12 milliards de livres sterling</b> (13 milliards d'euros) au cours de la législature.</p> <p><a href="#">en savoir plus</a></p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

<p><b>INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b></p> <p>DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN  ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (<i>jfa</i>), VIRGINIE MA-DUPONT (<i>vmd</i>) / GENEVIÈVE RAFFAËLLI, NADINE BERNET  RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE</p> <p><a href="mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr">recherche.igpde@finances.gouv.fr</a> – <a href="https://twitter.com/Igpde_Gp">@Igpde_Gp</a>  <a href="http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique">http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique</a></p> <p>PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2016</p>	 <p>LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS</p> <p>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE</p>
---	--